



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 08 novembre 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

Le Devoir, 8 novembre 2008 - Crise économique à l'horizon : Une occasion de préparer l'avenir

Lundi prochain, les premiers ministres se rencontreront à Ottawa pour faire le point sur la réponse à donner à la récession qui se profile à l'horizon. Le moins que l'on puisse souhaiter, c'est qu'ils apportent une réponse à la hauteur du problème.

Avec l'effondrement financier et une récession confirmée et profonde aux États-Unis, les pouvoirs publics ont le devoir de réagir avec vigueur pour en atténuer les conséquences économiques et sociales.

Cette situation exceptionnelle appelle à nos yeux un plan d'action immédiat, costaud et visionnaire. Immédiat parce qu'il faut agir maintenant pour que les mesures aient leur impact au bon moment, costaud pour que la récession fasse le moins de dommages possible, et visionnaire pour que les mesures aident à mettre la table pour l'avenir.

L'étape préalable pour ce faire est de mettre de côté le dogme du maintien de

l'équilibre budgétaire à tout prix. Si le déficit zéro constitue le simple bon sens en temps normal, il frise l'irresponsabilité quand le secteur privé tire de la patte.

Il est impératif que le gouvernement fédéral, fort de la meilleure situation budgétaire de l'OCDE, mette à profit sa marge de manoeuvre. Cela est d'autant plus nécessaire que plusieurs des leviers névralgiques sont à Ottawa. En tout premier lieu, il faut absolument qu'Ottawa bonifie immédiatement, ne serait-ce que sur une base temporaire, les prestations d'assurance-emploi. Encore aujourd'hui, moins de la moitié des chômeurs reçoivent des prestations. Il s'agit là d'une mesure nécessaire d'un point de vue d'équité, mais également d'un point de vue d'impact économique. Toutes les analyses économiques en conviennent, lors d'une récession, la bonification des prestations d'assurance-emploi ou des transferts aux bas salariés constituent les mesures ayant le plus grand impact économique. Le fédéral pourrait en profiter pour remettre en place un programme d'ajustement pour les travailleurs âgés (PATA) mis de côté sous le règne des libéraux: un programme au coût modeste, mais indispensable quand les temps sont durs.

Dans la même lignée, Ottawa devrait ouvrir des crédits supplémentaires en vertu de la partie deux du programme d'assurance-emploi pour hausser de façon significative les transferts aux provinces en matière de formation professionnelle. Avec la pénurie anticipée de main-d'oeuvre qualifiée, il s'agirait là d'un investissement judicieux et opportun.

Lancer un vaste chantier

En troisième lieu, il nous semble important de profiter de ce moment pour lancer un vaste chantier pour préparer nos entreprises et nos collectivités au virage du développement durable.

D'un point de vue fiscal, il s'agit là d'investissements payants pour leur impact économique, mais qui nous aideront à être à l'avant-garde. Parmi les mesures à privilégier ici, nous pensons notamment à la modernisation de nos systèmes de transport en commun, mais également au fameux axe ferroviaire Québec-Windsor, dont on parle toujours sans le mettre en oeuvre. Nous pensons par exemple que nos gouvernements devraient proposer un programme pour aider les PME à faire le diagnostic environnemental de leurs activités.

Une relance de l'investissement en logement social qui mette à profit les surplus de la Société canadienne d'hypothèque et de logement serait également une mesure payante pour l'économie et nécessaire pour aider les bas salariés dans nos grandes villes.

Il importe de maintenir l'application des mesures d'amortissement accéléré pour les entreprises, ainsi que de fournir à celles qui innovent des crédits d'impôt remboursables.

Enfin, ce qu'il ne faut pas faire dans la situation actuelle: réduire les transferts aux provinces.

Nous avons tous en mémoire les conséquences de la réduction draconienne des transferts fédéraux et par conséquent des dépenses de programmes, au milieu des années 1990. Cela a contribué à faire de cette décennie la pire période en termes de croissance économique depuis les années 30, et cela a eu des impacts dont nos systèmes de santé et d'éducation se remettent encore.

Le maintien de dépenses de programmes se justifie par le fait des services offerts à la population, mais il est également plus payant, au point de vue économique, que n'importe quelle baisse d'impôt.

Michel Arsenault : Président de la FTQ

Radio-Canada, 7 novembre 2008 - Légère hausse du chômage

Le taux de chômage a très légèrement augmenté au Canada en octobre. Il a crû de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 6,2 %, malgré la création de 9500 emplois dans l'économie du pays.

Cette création d'emplois a surpris la plupart des économistes qui s'attendaient plutôt à une diminution de 10 000 emplois.

Statistique Canada explique cette légère augmentation du taux de chômage par la hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, ce qui signifie, selon les économistes, que les gens ont confiance dans l'économie.

Dans son analyse de la situation, Statistique Canada indique que la fonction publique canadienne a embauché en masse en octobre dans le contexte des élections fédérales. Les administrations publiques, réparties dans les provinces, ont donné du travail à 40 000 personnes.

Au cours de la même période, l'embauche a fléchi (-27 000) dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration, particulièrement en Ontario et au

Québec.

Depuis le début de l'année, le Canada a créé plus de 200 000 emplois et le taux de chômage au pays, à 6,2% est moins élevé qu'aux États-Unis où il est à 6,5%, ce qu'on a rarement vu.

Portrait des provinces

Au pays, l'Alberta affiche 15 000 emplois de plus faisant ainsi passer le taux d'emploi à 72,5 %, un sommet inégalé. Cette province continue d'afficher le plus faible taux de chômage au pays, 3,7 %.

Au Québec, le taux de chômage a légèrement diminué (-0,1 %) pour s'établir à 7,2 %. La croissance de l'emploi début de l'année (+ 0,2 % ou 7000) a été négligeable, selon l'institution fédérale.

Pendant ce temps en Ontario, le taux de chômage a légèrement crû pour atteindre 6,5 % en octobre. La province a toutefois créé 101 000 emplois depuis le début de l'année.

Hausse du salaire

L'augmentation du salaire horaire moyen sur 12 mois s'est établie à 4,3 %, soit une croissance supérieure à la hausse de l'Indice des prix à la consommation qui était de 3,4 %. Cette hausse s'applique à tous les groupes d'âge.

Statistique Canada, 7 novembre 2008 -Enquête sur la population active : Octobre 2008

Après avoir affiché une progression marquée le mois précédent, l'emploi a peu bougé en octobre, l'augmentation du travail à temps plein ayant été en grande partie contrebalancée par des pertes dans le travail à temps partiel. Le taux de chômage a légèrement crû de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 6,2 %, surtout en raison d'une hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

Depuis le début de 2008, l'emploi a progressé de 1,2 % (+203 000), le travail à temps plein et le travail à temps partiel ayant tous deux augmenté. L'emploi s'était accru de 2,0 % (+338 000) pendant la même période en 2007, la hausse provenant surtout du travail à temps plein.

L'Alberta a connu une hausse de l'emploi en octobre, et a continué d'afficher le plus

faible taux de chômage au pays, soit 3,7 %. L'emploi a peu bougé dans les autres provinces.

La forte croissance de l'emploi dans les administrations publiques en octobre était liée à l'embauche dans le contexte des élections fédérales. Parallèlement, l'emploi a fléchi dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration. L'emploi a peu bougé dans les autres secteurs.

La baisse marquée de l'emploi chez les jeunes en octobre a été contrebalancée par de fortes hausses d'emploi chez les femmes de 55 ans et plus et chez les hommes de 25 à 54 ans. Jusqu'à présent en 2008, les femmes plus âgées affichaient le taux de croissance de l'emploi le plus élevé.

Note aux lecteurs

Veillez noter que le Tableau 1 de la publication *Information population active* a été modifié et présente maintenant les caractéristiques des hommes et des femmes de 25 à 54 ans et de 55 ans et plus au sein de la population active à l'échelle du Canada.

Les estimations tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) sont fondées sur un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant de petites régions géographiques ou de petites branches d'activité seront associées à une variabilité plus importante. Pour une explication de la variabilité d'échantillonnage des estimations et de la méthode d'évaluation de cette variabilité à l'aide de l'erreur-type, veuillez consulter la section de la publication *Information sur la population active* ([71-001-XWF](#), gratuite) traitant de la qualité des données.

En octobre, l'augmentation sur 12 mois du salaire horaire moyen s'est établie à 4,3 %, soit une croissance supérieure à la hausse la plus récente de l'Indice des prix à la consommation (+3,4 %). Comparativement à un an plus tôt, le salaire horaire moyen a augmenté pour tous les groupes d'âge, les hausses les plus fortes ayant été observées chez les jeunes et chez les travailleurs plus âgés.

Forte poussée de l'emploi dans les administrations publiques en octobre

En raison des élections fédérales qui ont eu lieu à la mi-octobre, d'importantes hausses, réparties dans la plupart des provinces, ont été enregistrées dans les administrations publiques (+40 000). La plus grande partie de l'augmentation est survenue dans des professions liées au processus électoral.

L'emploi dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration a reculé

de 27 000 en octobre, surtout dans les services de restauration et les débits de boissons. La majeure partie de ces pertes ont été ressenties en Ontario et au Québec.

Forte hausse de l'emploi en Alberta

En Alberta, l'emploi s'est accru de 15 000 en octobre, faisant ainsi passer le taux d'emploi à 72,5 %, soit un sommet inégalé jusqu'à présent. Depuis le début de 2008, les branches d'activité affichant les hausses les plus marquées sont les services professionnels, scientifiques et techniques, la fabrication, la construction, le commerce et l'agriculture. Jusqu'à présent en 2008, la croissance de l'emploi en Alberta s'est établie à 2,2 %, comparativement à 3,5 % au cours des 10 premiers mois de 2007.

L'emploi a légèrement progressé au Nouveau-Brunswick en octobre. Cependant, le taux de chômage a fait un bond de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 8,8 %. La hausse marquée du nombre de personnes à la recherche d'un emploi a en effet porté le taux d'activité à un sommet inégalé de 65,4 %.

L'emploi n'ayant connu que peu de changement en octobre au Québec, le taux de chômage a légèrement diminué pour s'établir à 7,2 %. La croissance de l'emploi a été négligeable depuis le début de l'année (+0,2 % ou +7 000), les hausses dans les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs, des soins de santé et de l'assistance sociale, de la construction et de la fabrication ayant été contrebalancées par des reculs en agriculture, en éducation et dans les autres services.

Même si l'emploi est demeuré stable en Ontario en octobre, il a néanmoins augmenté de 1,5 % (+101 000) depuis le début de l'année, soit un niveau légèrement supérieur au taux de croissance nationale de 1,2 %. Au cours des 10 premiers mois de l'année, des hausses ont été enregistrées dans les secteurs du transport et de l'entreposage, de la construction ainsi que dans celui des administrations publiques. Le secteur de la fabrication affiche pour sa part une baisse de 14 000 depuis le début de 2008, comparativement à une diminution de 43 000 pendant la même période en 2007. Le taux de chômage a légèrement crû pour se fixer à 6,5 % en octobre, n'ayant affiché que peu de changement depuis le début de l'année.

En Colombie-Britannique, l'emploi a légèrement reculé en octobre, faisant croître le taux de chômage de 0,5 point de pourcentage. Le taux de chômage s'est ainsi établi à 5,1 %, soit le taux le plus élevé observé depuis décembre 2006. La croissance de l'emploi se situe à 0,8 % jusqu'à présent cette année, soit une croissance inférieure à la moyenne nationale.

Les hausses de l'emploi chez les hommes du principal groupe d'âge actif et les femmes plus âgées sont contrebalancées par une diminution marquée chez les jeunes

Une forte hausse de l'emploi (+25 000) a été observée en octobre dans le groupe des femmes de 55 ans et plus. Bien que ces femmes représentent moins de 1 personne ayant un emploi sur 14, elles constituent, depuis le début de l'année, le tiers de toutes les hausses de l'emploi. Ayant enregistré des hausses de 64 000 jusqu'à présent cette année, les femmes plus âgées affichaient une augmentation de l'emploi plus marquée que les autres groupes démographiques, tels les jeunes, les hommes et les femmes du principal groupe d'âge actif ainsi que les hommes de 55 ans et plus.

Chez les hommes de 25 à 54 ans, l'emploi a augmenté de 20 000 en octobre. Après avoir connu des hausses marquées le mois précédent, l'emploi chez les jeunes a baissé de 34 000 en octobre, les pertes au chapitre du travail à temps partiel ayant plus qu'effacé les progressions notées dans le travail à temps plein.

Marketwire, 7 novembre 2008 - Congrès du travail du Canada : Le secteur public à l'oeuvre! Dans la foulée des élections, il est temps d'investir dans l'emploi durable

Le Congrès du travail du Canada dit qu'il est temps que le gouvernement fédéral propose des plans pour que la récente contraction économique n'accélère pas la perte d'emplois dans les secteurs manufacturier et forestier au pays.

L'Enquête sur la population active publiée aujourd'hui montre que la source la plus importante de nouveaux emplois le mois dernier était directement liée aux élections fédérales - qui sont maintenant terminées. L'embauche à court terme au cours de la période électorale a fait contrepoids aux importantes pertes dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, signe que les pertes d'emplois à plein temps qui persistent, alliées aux mauvaises nouvelles concernant les marchés financiers, continuent de faire des ravages.

Le gouvernement fédéral doit agir pour stimuler le marché de l'emploi de la même façon qu'il a agi pour stimuler les marchés financiers. Autrement, les personnes qui ont perdu leur emploi ou qui craignent de le perdre dans les mois à venir n'auront aucun recours.

L'investissement dans la nouvelle infrastructure créerait des emplois à un moment où nous en avons grandement besoin et donnerait une impulsion à la formation aux nouvelles compétences tout en jetant la base de la nouvelle économie verte de demain. La Fédération canadienne des municipalités et la Société canadienne d'hypothèques et de logement ont toutes les deux récemment affirmé qu'il faudrait aller dans ce sens.

Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada, affirme que le gouvernement fédéral doit réformer le Régime d'assurance-emploi pour que les personnes qui perdent leur emploi puissent continuer de faire vivre leur famille et de payer leur hypothèque. C'est particulièrement urgent en Ontario, où la perte d'emplois se poursuit et où seulement la moitié des sans-emploi ont accès aux prestations d'assurance-emploi.

Georgetti affirme également que le gouvernement doit immédiatement accorder à l'épargne-retraite et aux REER la même protection qu'il accorde aux dépôts bancaires.

Analyse de l'Enquête sur la population active de l'économiste principal Sylvain Schetagne

- Le taux de chômage a poursuivi la hausse constante entamée il y a quelques mois. Au total, il y avait 20 400 sans-emploi de plus en octobre qu'en septembre. En octobre, 1 139 700 Canadiens et Canadiennes ont cherché en vain un emploi.

- Le nombre de Canadiens et Canadiennes en emploi a augmenté en octobre (+ 9 500), mais les résultats du marché de travail ont été "stéréoidés" en grande partie par les élections fédérales. Sans la croissance de 40 000 emplois dans l'administration publique en octobre, dont la majorité est directement attribuable aux élections fédérales, les chiffres publiés aujourd'hui auraient été plus révélateurs de la tendance réelle du marché du travail, où quelque 30 000 emplois "réels" ont été éliminés.

- En octobre, tous les secteurs de production de biens étaient en baisse (- 26 800 au total). Le secteur de la construction montre des signes de ralentissement dans le contexte actuel de la perte de 8 800 emplois. Le secteur de la fabrication a poursuivi sa chute, entraînant la perte de 8 600 emplois et portant à 47 300 emplois la perte totale dans ce secteur au cours des 12 derniers mois.

- Les jeunes, dont plusieurs travaillent dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, ont été durement touchés en octobre. Au total, 34 400 jeunes âgés entre 15 et 24 ans ont perdu leur emploi, et 27 000 emplois ont été perdus dans le secteur de l'hébergement et de la restauration.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical,

représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : www.congresdutravail.ca

Congrès du travail du Canada
Sylvain Schetagne

Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 6 novembre 2008 - Ottawa salue la victoire d'Obama

Le gouvernement Harper croit que l'élection de Barack Obama à la Maison-Blanche pourrait permettre de conclure une nouvelle entente entre le Canada et les États-Unis pour lutter contre les changements climatiques sur le continent nord-américain.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a salué hier la victoire historique de Barack Obama aux élections présidentielles de mardi. S'il croit que son arrivée au pouvoir ne chamboulera pas les relations "harmonieuses" entre les deux pays, M. Cannon estime tout même que les propositions de M. Obama pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient mener à "une approche continentale".

La question des changements climatiques a été un des enjeux de la campagne présidentielle. Barack Obama s'est notamment prononcé en faveur de l'instauration d'un système de quotas d'émissions aux entreprises et un marché de droits d'émission (cap and trade en anglais). Il a aussi évoqué l'objectif de réduire d'ici 2050 les gaz à effet de serre de 80% par rapport aux niveaux de 1990.

"Il y a beaucoup de similarités entre notre position et les positions exprimées par M. Obama. Je pense que cela ouvre effectivement la porte à une approche nord-américaine. C'est donc intéressant pour s'attaquer à des questions comme les changements climatiques", a déclaré M. Cannon dans une entrevue accordée à La Presse.

Par ailleurs, M. Cannon s'est dit convaincu que la promesse de modifier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de Barack Obama pourra être réalisée en utilisant les mécanismes existants de cet accord commercial. Nul besoin de déchirer l'accord actuel pour y arriver, selon lui.

"L'ALENA a été très bénéfique pour les deux pays. Il y a 1,7 milliard de dollars en biens et services qui transitent par jour entre le Canada et les États-Unis. C'est immense. Il y a eu des différends dans le passé entre les deux pays depuis le début de cet accord, mais nous avons toujours été capables de les régler. Je pense notamment au dossier du bois d'oeuvre. Donc, les mécanismes existent déjà. Cela offre une stabilité économique entre les deux pays. Nous sommes capables de régler les différends qui peuvent survenir sans déchirer l'accord", a dit le ministre.

M. Cannon a aussi affirmé que le Canada a toujours la ferme intention de retirer ses 2500 soldats de l'Afghanistan, même si l'administration que dirigera Barack Obama à partir du 20 janvier 2009 compte déployer 15000 soldats de plus dans ce pays ravagé par des années de guerre.

"Bien qu'on accueille avec beaucoup d'intérêt le renouvellement de la position américaine vis-à-vis l'Afghanistan, cela ne changera pas fondamentalement notre position de quitter l'Afghanistan, sur le plan militaire, en 2011", a dit le chef de la diplomatie canadienne.

Dans les rangs conservateurs, par ailleurs, on souhaite ardemment que le nouveau président choisisse le Canada comme première destination pour son premier voyage à l'étranger.

En 2000, le président Bush avait rompu avec cette tradition selon laquelle le nouveau locataire de la Maison-Blanche effectue sa première visite à l'étranger au Canada, son principal partenaire commercial. M. Bush s'était plutôt rendu au Mexique, ce qui avait causé un certain émoi à Ottawa au sein du gouvernement libéral de Jean Chrétien et dans le milieu des affaires.

Dans un communiqué de presse émis tard mardi soir après la victoire de M. Obama, le premier ministre Stephen Harper a dit souhaiter pouvoir rencontrer le président élu dès que possible "afin que nous puissions continuer de resserrer les liens privilégiés qui unissent le Canada et les États-Unis".

Les défis d'Obama

La récession

La récession est le défi économique le plus urgent de Barack Obama et celui devant lequel il est le plus vulnérable. Le gouvernement peut adoucir une récession, mais il ne peut pas l'enrayer. Les économistes qui croient encore que les États-Unis ne sont pas en récession pensent néanmoins qu'il ne s'agit que d'une question de temps. "La plupart des solutions conventionnelles contre une récession ont déjà été employées par l'administration Bush cet automne", dit Jeffrey Frankel, professeur d'économie

à l'Université Harvard. Il reste toutefois la possibilité d'un plan de relance une première occasion pour Barack Obama de réaliser ses promesses électorales. "Ça pourrait être les baisses d'impôts dont Barack Obama parle si souvent pour 95% des contribuables, une hausse des paiements d'assurance emploi ou encore de l'argent frais pour que les États construisent des infrastructures", dit le professeur Frankel.

La crise à Wall Street

Le nouveau président devra administrer le reste des 700 milliards US du plan Paulson. "Presque tout a déjà été fait à court terme, dit le professeur Jeffrey Frankel. Obama doit plutôt s'assurer qu'une crise financière comme celle-là ne se reproduise pas." Le nouveau président sera tenté de resserrer la réglementation de Wall Street. Le professeur Jeffrey Frankel ne veut pas davantage de règles. Il en veut des plus efficaces. "Vous pouvez empirer les choses si vous introduisez trop d'obstacles à l'investissement, dit-il. Il est toutefois assuré qu'Obama devra mieux réglementer les institutions financières non traditionnelles."

Les finances publiques

De 162 milliards US l'an dernier à 455 milliards US cette année, le déficit fédéral pourrait atteindre 1000 milliards US lors de la première année de l'administration Obama. Oubliez donc le déficit zéro pour le premier mandat. "Je ne me souviens pas d'un président qui a commencé un mandat dans une situation financière aussi désastreuse, dit le professeur Jeffrey Frankel. L'administration Bush lui a creusé tout un trou. À court terme, il n'est pas possible pour Obama de songer au déficit zéro en raison des pertes fiscales découlant de la récession, des pertes des contribuables dans des institutions financières comme Freddie Mac et Fannie Mae et du déficit du système de sécurité social causé les retraites des baby-boomers."

L'indépendance énergétique

"Drill, baby, drill!" a été un slogan énergétique des républicains durant la campagne, qui voulaient de nouveaux puits de pétrole en Alaska. Barack Obama, lui, a promis d'investir 150 milliards US sur 10 ans afin de créer 5 millions d'emplois dans le secteur des technologies vertes. Jeffrey Frankel a une solution plus ambitieuse et évidemment plus risquée sur le plan politique remplacer les baisses d'impôts de George W. Bush, qui viendront à échéance en 2009, par une taxe sur le carbone. "C'est la seule façon de régler notre problème de dépendance énergétique, dit le Jeffrey Frankel, professeur d'économie de l'Université Harvard. Ce serait aussi une décision bénéfique au niveau des finances publiques, du réchauffement climatique et de la congestion urbaine."

La crise immobilière

La crise immobilière elle demandera l'attention immédiate du nouveau président.

"C'est probablement le défi le plus urgent à mon avis", dit François Dupuis, économiste en chef du Mouvement Desjardins. Depuis le sommet du marché immobilier en 2005, la valeur des maisons a chuté en moyenne de 20,3% aux États-Unis. "Une chute du marché immobilier provoque une spirale négative les gens perdent confiance en l'économie et ils arrêtent de consommer, dit François Dupuis. Perdre 20% de la valeur de sa maison a des conséquences plus graves pour l'économie réelle que de perdre 20% de ses placements en Bourse." Au nombre des solutions envisagées, l'administration Obama pourrait forcer les institutions financières à refinancer les hypothèques à long terme avec un taux fixe. Selon Desjardins, les ménages américains en difficulté verraient ainsi leur taux hypothécaire passer en moyenne de 7,25% à 5,25%.